

**ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL**

**CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

RESTRICTED

E/CN.1/W.60  
18 mai 1949

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES

ET DE L'EMPLOI

Quatrième session - - - - -

- - - - -

PROJET

Projet de rapport présenté par le Rapporteur (Parties I à IV)

COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET DE L'EMPLOI

RAPPORT AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL SUR LA QUATRIEME SESSION DE LA  
COMMISSION

Tenue à Lake Success, New-York

du 9 mai au mai 1949

Introduction

1. La quatrième session de la Commission des questions économiques et de l'emploi s'est tenue à Lake Success, New-York, du 9 au mai 1949. La Commission a tenu séances (de la 66ème à la ).

2. Ont assisté à cette session les commissaires et suppléants suivants :

AUSTRALIE

M. Roland Wilson, membre

BELGIQUE

M. Ernest de Selliers, suppléant

M. Jules Woulbroun, suppléant

BRESIL

M. José Nunes Guimarães, suppléant

CANADA

M. John Deutsch, membre

M. Sidney Pollock, suppléant

CHINE

M. Franklin L. Ho, membre

CUBA

M. Nicasio Silverio, membre

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. Isador Lubin, membre

FRANCE	M. Jacques Rueff, membre
	M. Philippe de Seynes, suppléant
INDE	M. R.R. Saksena, <sup>M</sup> membre
NORVEGE	M. Gunnar Boe, membre
POLOGNE	M. Aleksandr Rudzinski, suppléant
REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE	
DE BIELORUSSIE	M. V.P. Smoliar, suppléant
ROYAUME-UNI	M. Robert L. Hall, membre
TCHECOSLOVAQUIE	M. R. Bystricky, <sup>MEM</sup> membre
	M. Jiri Nosěk, suppléant
UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES	
SOVIETIQUES	M. Alexander P. Morozov, membre

Les suppléants ont été désignés par leurs gouvernements respectifs conformément à l'article 11 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social. Certains d'entre eux ont été désignés pour assister à toutes les séances, d'autres pour assister aux séances dans les cas où les titulaires ne pouvaient arriver au début de la session ou demeurer jusqu'à sa fin.

3. Les personnes désignées ci-après ont assisté aux travaux de la Commission en tant que représentants des institutions spécialisées.

Bureau international du Travail	M. A.A. Evans
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	M. Mardecai Ezekiel
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	M. John J. McCloy M. E. Lopez-Herrarte M. Demuth
Fonds monétaire international	M. Gordon Williams M. H.M.H.A. Van der Valk M. J.K. Horsefield

■ Sa nomination comme membre de la Commission est sujette à la ratification du Conseil économique et social, lors de sa neuvième session.

■ M. Bystricky n'a pu arriver avant la 70ème séance, qui s'est tenue le 12 mai 1949.

4. Les personnes désignées ci-après ont participé aux travaux de la Commission en tant que consultants des organisations non gouvernementales de la catégorie A.

Fédération syndicale mondiale	Mme Emma Meagher
Alliance coopérative internationale	M. Leslie Woodcock
	Mme Helen Fuhrmann

Fédération américaine du Travail	Mlle Toni Sender
	M. George Stolz

Chambre de commerce internationale	M. George T. Ross
	M. August Maffry
	Mlle Edith Sansom

5. Les personnes ci-après ont assisté aux séances de la Commission en tant qu'observateurs des organisations non gouvernementales de la catégorie B.

National Association of Manufacturers

M. Phillip Cortney
Mlle Odette Jensen



## PREMIERE PARTIE

### Election du Bureau. (Point 1 de l'ordre du jour)

Conformément à l'article 14 du règlement intérieur des commissions techniques, les membres de la Commission désignés ci-après ont été réélus à l'unanimité membres du Bureau :

Président	M. Roland Wilson (Australie)
Premier Vice-Président	M. Aleksandr P. Morozov (Union des Républiques socialistes soviétiques)
Deuxième Vice-Président	M. Franklin L. Ho (Chine)
Rapporteur	M. Isador Lubin (Etats-Unis d'Amérique)

## DEUXIEME PARTIE

### Adoption de l'ordre du jour. (Point 2 de l'ordre du jour)

La Commission a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Election du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Rapport de M. John Deutsch, représentant la Commission à la Commission de la population.
4. Rapport du Comité chargé du Questionnaire du Conseil de tutelle.
5. Développement économique des pays insuffisamment développés (y compris l'examen des rapports de la Sous-Commission du développement économique, deuxième et troisième sessions).
6. Stabilité économique et plein emploi (y compris l'examen du rapport de la Sous-Commission de l'emploi et de la stabilité économique, troisième session).
7. Résolution 178 (III) du Conseil économique et social relative à la situation économique mondiale.
8. Rapport du Comité de l'organisation.
9. Programme de travail de la Commission et de ses Sous-Commissions.
10. Date et lieu de la cinquième session de la Commission des questions économiques et de l'emploi.
11. Adoption d'un rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi au Conseil économique et social.

## TROISIEME PARTIE

Rapport de M. John Deutsch, représentant de la Commission auprès de la  
Commission de la population  
(Point 3 de l'ordre du jour)

1. Quand, lors de la troisième session de la Commission, M. John Deutsch avait fait rapport sur les travaux de la Commission de la population, la Commission avait exprimé l'espoir de recevoir à sa prochaine session un rapport sur les travaux ultérieurs de la Commission de la population qui intéressent la Commission des questions économiques et de l'emploi (E/790, quatrième partie).
2. Dans son rapport à la Commission (E/CN.1/70), M. John Deutsch lui a indiqué que, dans l'impossibilité absolue où il était de prendre part aux délibérations, il a été représenté à la troisième session de la Commission de la population par M. Sidney Pollock et, à la quatrième, par M. K.W. Taylor.
3. M. Deutsch a tout particulièrement appelé l'attention sur le paragraphe de son rapport, où il déclare que la Commission des questions économiques et de l'emploi ne manquera pas de porter un intérêt soutenu et d'attacher beaucoup d'importance aux travaux de la Commission de la population; il met toutefois en doute que la présence d'un représentant de la Commission des questions économiques et de l'emploi aux séances futures de la Commission de la population se justifie, eu égard notamment à la tendance que manifeste cette dernière à se réunir aussi bien à Lake Success qu'à Genève. Les comptes rendus des séances consacrées au rapport de M. Deutsch figurent dans les documents E/CN.1/SR.66 et 67.
4. Conformément à la recommandation de M. Deutsch, la Commission a adopté la résolution qui figure à l'Annexe A et qu'elle soumet à l'examen du Conseil économique et social.



#### QUATRIEME PARTIE

##### QUESTIONNAIRE PROVISOIRE DU CONSEIL DE TUTELLE

(Point 4 de l'ordre du jour)

1. La Commission des questions économiques et de l'emploi avait à l'ordre du jour de sa troisième session, conformément à la résolution 88 (V) du Conseil économique et social, l'examen du Questionnaire provisoire (T/44) adopté par le Conseil de tutelle en vertu de l'Article 88 de la Charte. Jugeant nécessaire de procéder à un examen détaillé du Questionnaire, la Commission a décidé, conformément à l'article 19 du règlement intérieur des commissions techniques, de constituer un comité chargé du Questionnaire du Conseil de tutelle et composé du représentant de la Belgique à la Commission, de celui de Cuba, de celui des Etats-Unis d'Amérique, de celui de la France, de celui de la Pologne, de celui du Royaume-Uni, de celui de la Tchécoslovaquie et de celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.
2. Ce Comité s'est réuni le 6 mai 1949 pour faire à la Commission des propositions précises au sujet du Questionnaire.
3. La Commission a examiné le rapport du Comité chargé du Questionnaire du Conseil de tutelle (E/CN.1/69) et les propositions présentées par certains membres (E/CN.1/W.43, W.51 et W.51/Corr.1 relatives à des amendements à apporter au Questionnaire provisoire du Conseil de tutelle (E/44). On trouvera à l'Annexe B le texte de la recommandation que la Commission a adoptée pour la soumettre au Conseil économique et social à propos du document T/44.\*

---

+ Le suppléant du représentant de la Pologne à la Commission a exprimé l'avis qu'il fallait attirer l'attention du Conseil économique et social sur trois questions qu'il avait proposé d'ajouter au Questionnaire du Conseil de tutelle (paragraphe 3, 4 et 5 du document E/CN.1/W.51) parce que certains des commissaires qui avaient repoussé sa proposition avec la majorité ou qui s'étaient abstenus avaient agi ainsi parce qu'ils estimaient que ces questions traitaient de problèmes qui n'étaient pas de la compétence de la Commission (voir E/CN.1/SR.75 et 76).

## ANNEXE A

Résolution relative à la façon dont la Commission des questions économiques et de l'emploi doit se tenir informée des travaux de la Commission de la population

"Le Conseil économique et social

1. Prend acte du rapport du représentant de la Commission à la Commission de la population;
2. Décide d'accepter la recommandation de son représentant de ne plus envoyer d'observateurs aux séances de la Commission de la population, sauf lorsque des questions particulièrement importantes pour la Commission le justifient;
3. Décide en outre d'inviter le Secrétaire général à mettre à la disposition de la Commission, à chacune de ses sessions, toutes les données, documentation et recommandations de la Commission de la population qui pourraient intéresser le mandat de la Commission des questions économiques et de l'emploi."



ANNEXE B

Amendements au questionnaire provisoire du Conseil de tutelle (T/44)  
proposés au Conseil économique et social par la Commission des  
questions économiques et de l'emploi.

Question 36 a/ Après la première phrase, ajouter :

Quelles dispositions existe-t-il pour la participation  
des habitants autochtones à ces programmes? Comment les  
a-t-on consultés avant d'entreprendre l'exécution des plans  
de mise en valeur?

b/ A la fin de la question 36, ajouter le nouvel alinéa suivant :

"Expliquer comment on a réalisé les principaux programmes  
de mise en valeur au cours de l'année étudiée. Répondre en  
particulier, dans le cas des produits agricoles, aux  
questions suivantes :

- a) Quels ont été les prix moyens payés aux producteurs  
autochtones ?
- b) Quels ont été, dans le Territoire, les prix moyens payés  
aux commissionnaires et le montant moyen des commissions ou  
des ristournes qu'ils ont perçues?
- c) Quel a été le prix de vente moyen des produits
  - i) Sur le marché mondial ?
  - ii) Dans le Territoire ?
  - iii) Dans la métropole ?
- d) Existe-t-il une compagnie, privée ou publique qui ait  
le droit exclusif ou privilégié d'acheter, de vendre un  
produit donné ? Dans l'affirmative, quels sont les impôts  
payés par cette compagnie aux autorités de la métropole, aux  
autorités du Territoire ?
- e) Les paiements en devises étrangères provenant de la  
vente des produits ont-ils lieu dans le Territoire ou dans  
la métropole ? Dans ce dernier cas, existe-t-il des  
restrictions au transfert des denrées vers le Territoire ?
- f) A-t-on créé, en vertu des dispositions prises pour  
l'écoulement des produits, des fonds de réserve ou de  
stabilisation ? Dans l'affirmative, les a-t-on employés ?



Question 37 : Ajouter ce qui suit :

"Quelles mesures l'autorité chargée de l'administration a-t-elle prises en vue de l'industrialisation du Territoire?"

Question 52 : Ajouter ce qui suit :

"Dettes publiques du Territoire, décomptées de façon à faire ressortir la dette intérieure et la dette extérieure, avec l'indication des pays créditeurs et les conditions de la dette."

Question 151 (point c)) : Ajouter ce qui suit :

"Salaires réels des travailleurs, tant recrutés sur place que recrutés en dehors du Territoire."

Question 160 (dernier alinéa) :

Remplacer le mot : "nationalité" par les mots : "pays d'origine".  
Le dernier alinéa révisé du paragraphe 4 de la question devenant :

"Indiquer le pays d'origine de ces travailleurs, le nombre des nouvelles arrivées, des rapatriements, des décès et le nombre total des travailleurs présents à la fin de l'année (hommes et femmes)."

Question 162 : Ajouter les mots suivants :

"Combien, parmi les ouvriers spécialisés et les membres des professions libérales, y a-t-il

- a) D'habitants autochtones ?
- b) D'habitants du Territoire qui ne sont pas autochtones ?
- c) De personnes résidant temporairement dans le Territoire ?"

-----